



8^E CONGRES DE LA FNME-CGT (BORDEAUX DU 10 AU 14 MARS 2025)
LUNDI 10 MARS 2025
RAPPORT D'OUVERTURE, PRESENTE PAR SEBASTIEN MENESPLIER

Chères et Chers Camarades,

Depuis plus d'un an, le Groupe de Pilotage et ses Commissions, composées d'élus du CEF, de la CFC, du personnel de la Fédération, des partenaires, des bénévoles, des Syndicats Énergies 33 et du Blayais, se sont investis dans la préparation du 8^e Congrès de notre Fédération.

Les Camarades ont énormément travaillé pour vous accueillir dans ce magnifique Palais des Congrès à Bordeaux. Vous y serez dans les meilleures conditions.

Les Camarades y ont mis du cœur à l'ouvrage.

Je sais pouvoir compter sur votre bienveillance quant à l'organisation de cet événement démocratique.

Compter sur leur sens de la fraternité et de la camaraderie, tout du long de la semaine, pour vous guider, vous ne serez pas déçus.

Il est donc de coutume de commencer un rapport d'ouverture par des remerciements alors je vous demande de les saluer chaleureusement.

Merci à toutes et à tous !

CONTEXTE

Notre 8^e Congrès se tient dans un contexte particulier.

En effet, voilà plus d'un an que nous livrons une bataille acharnée face à la répression syndicale qui touche de nombreux militants issus de nos rangs.

Ici en Gironde, Christophe, Alexandre et leurs proches ont vécu l'enfer lors de leur procès en appel, pour des faits reprochés des suites de la lutte contre la réforme des retraites. Nos 3 Camarades à Cordemais, Gwen, Fabien et Nicolas mobilisés contre l'arrêt de l'exploitation de la centrale thermique.

Les sanctions qui tombent sont lourdes pour les Camarades, leurs familles, pour notre CGT. Elles ne sont pas sans incidence. Cette répression organisée par nos employeurs est une stratégie qui devient monnaie courante dans nos entreprises.

Pendant qu'ils occupent les militants de la CGT à construire les dossiers de défense et les rassemblements de soutien, eux avancent sur leurs réformes, leurs restructurations et les criminalisations.

Camarades, face à cette stratégie patronale inacceptable, il est temps d'organiser une riposte **syndicale**.

La mobilisation massive est essentielle qu'il s'agisse des militants, des élus et mandatés dans les IRP, dans les activités sociales, et bien au-delà, de nos syndiqués. À chaque fois qu'un camarade est la cible d'une procédure de convocation externe ou interne et de discipline, tous les Camarades de la CGT doivent impérativement répondre présent.

Lorsque l'on touche à un Camarade de la CGT, c'est toute la CGT qui est concernée et doit se mobiliser.

Ces mobilisations représentent bien plus qu'un simple soutien pour les Camarades visés. Elles incarnent notre ADN et font partie intégrante de nos valeurs.

La CGT est une organisation syndicale de classe et de masse.

Alors la masse mes Camarades, agissons ensemble pour l'organiser et pour gagner face aux employeurs.

Des employeurs qui s'attaquent à nos frères de luttes et de tous les combats.

Ainsi, je me dois de faire référence aujourd'hui à cette répression syndicale qui a touché près de 150 collègues et Camarades des suites des luttes menées contre la réforme des retraites en 2023. Je tiens à rappeler que 2 dossiers sont toujours en cours. À Valenciennes concernant 7 Camarades en Cour correctionnelle, et à Bordeaux concernant 2 Camarades en Cours de cassation.

Pendant 15 journées de mobilisation à l'appel de l'intersyndicale et des journées reconductibles, la détermination des Camarades engagés dans cette lutte a été sans faille. Mais pendant tout ce temps, gouvernement et patronat n'ont eu de cesse de nous épier pour nous faire plier un genou à terre.

« La véritable anatomie d'un conflit » titrait le numéro 85-86 des cahiers de notre IHSME, qui donne à comprendre la rétrospective des luttes contre cette réforme de retraites. Permettez-moi de citer son président, François DUTEIL, qui évoque à juste titre : « *...l'insuffisance des forces organisées représentatives de ce qu'est le personnel aujourd'hui a constitué un obstacle au développement de l'action et une pratique syndicale démocratique...* ».

Cette citation m'amène à vous donner deux exemples qui démontrent la pertinence de ces propos. Le premier concerne les résultats aux élections IRP dans les entreprises de la Branche des IEG, et le deuxième est le nombre de Camarades criminalisés. L'un comme l'autre font la démonstration d'une faiblesse dans nos bases organisées, mais aussi dans la construction du rapport de force.

Je le dis avec la plus grande conviction, non, nous n'avons pas **failli !**

Nous avons fait la démonstration que notre syndicalisme revendicatif de lutte et de transformation sociale a toujours un rôle impactant et fondamental à jouer.

En revanche, je pense que nous avons échoué en ce qui concerne :

- Le déploiement efficace des militants sur le terrain, vers les agents, pour gagner les élections IRP dans les IEG

Et

- L'élévation du rapport de force par la grève reconductible dans toute la CGT, au-delà de ce qu'il était, pour impacter l'économie du pays et faire plier le gouvernement

Mes Camarades,

Un Congrès c'est le moment démocratique durant lequel l'organisation s'interroge sur son activité de la mandature passée.

Les délégués des Syndicats débattront et projeteront également nos orientations. Les Statuts fédéraux seront mis en conformité, la nouvelle direction fédérale sera élue et ses priorités seront positionnées pour les 3 prochaines années.

Toutes ces étapes démocratiques doivent obtenir l'aval des congressistes, délégués des Syndicats de la Fédération, pour s'ancrer, en ordre de bataille, et agir ensemble pour gagner le progrès social et environnemental.

Nous le savons, sans mobilisations et sans grèves, donc sans rapport de force, difficile d'obtenir des avancées sociales d'ampleur dans les groupes, les entreprises et dans les Services Publics.

Sans mobilisations difficile aussi de s'opposer à toute réforme, restructuration, répression ou plan de licenciement.

Dans la période actuelle, le sujet de la réforme des retraites revient sur le devant de la scène politique. Sous la baguette du Premier ministre BAYROU, des concertations sont organisées.

Quel rapport de force la CGT aura-t-elle la capacité d'organiser pour agir et faire plier le gouvernement ? Un gouvernement qui veut maintenir sa réforme, subventionner le budget de la défense européenne et préparer les citoyens à une économie de guerre.

Après le 8 mars pour l'égalité entre les femmes et les hommes, les 9 organisations de retraités organisent une journée de mobilisations le 20 mars prochain. Mobilisations pour l'augmentation des pensions, le droit à la santé, l'accès aux soins et pour la reconquête de la Sécurité sociale.

Cette journée doit être un rapport de force pour gagner l'abrogation de la réforme des retraites.

Celle-ci a entériné la fin du Régime Spécial Vieillesse pour les agents des IEG embauchés à compter du 1^{er} septembre 2023. Les travailleuses et travailleurs des régimes spéciaux et pionniers comme celui des IEG doivent prendre conscience de la nécessité d'agir et de lutter pour l'abrogation de la Réforme.

Camarades, agissons ensemble pour la solidarité envers la nouvelle génération embauchée.

Réaffirmons la place pionnière des Régimes **Spéciaux**.

Comment les militants de la CGT s'emparent aujourd'hui de la campagne confédérale pour conscientiser les travailleuses et les travailleurs ? Comment portons-nous les arguments CGT pour la viabilité du financement du régime de retraite par répartition ?

Je sais que des Camarades s'interrogent encore sur la participation de la CGT dans les concertations à venir. C'est encore plus vrai depuis la réception de la lettre de cadrage du Premier ministre et le départ de FO des discussions.

Départ sans informer en amont les autres organisations alors qu'une intersyndicale s'était tenue dans la même semaine. Ceci est totalement inacceptable, mais venant de FO, il n'y a rien de surprenant...

Je le dis sans détour, l'attitude de FO ne doit en aucun cas influencer sur la stratégie de la **CGT**.

Ce sont bien les Organisations du CCN qui décideront des suites à **donner**.

Et non une autre organisation syndicale ou politique qui imposerait une stratégie sans mobilisation **aucune** !

L'objectif recherché par notre Confédération c'est d'être une CGT accordée et en prise avec ses syndiqués, les salariés et les retraités.

Pas de faux débats entre nous les Camarades, notre priorité collective, c'est d'agir ensemble pour mobiliser le monde du travail.

Quant au conclave Bayrou, ne nous trompons pas sur notre place.

La Confédération va adresser un courrier de réponse à la lettre de cadrage du Premier ministre comme décidé par les organisations du CCN vendredi dernier.

Notre Secrétaire Générale a réaffirmé la volonté CGT de décider collectivement du moment le plus opportun pour sortir du conclave. Et cette décision nous appartient !

J'affirme dans notre congrès que la CGT n'attend pas grand-chose de ce **conclave**.

La question n'est pas d'y rester, mais de trouver le bon moment pour que la sortie de la CGT élève le rapport de force.

Mes Camarades, soyons tous convaincus que l'abrogation de la réforme des retraites est une victoire **toujours possible** !

Notre 8^e Congrès se tient l'année du 130^e anniversaire de la CGT et du 25^e anniversaire de la FNME-CGT. François DUTEIL notre président de l'Institut d'Histoire Sociale Mines Énergie interviendra sur le sujet en fin de matinée.

La CGT, pour son 130^e anniversaire, organisera divers évènements. Celui-ci arrive dans une mandature emplie de turbulences depuis le 53^e Congrès Confédéral. En effet, certains Camarades n'ont pas fait le deuil des évolutions non programmées par l'équipe sortante.

Pourtant, de nombreuses Organisations du CCN avaient alerté en amont du Congrès.

Notre Fédération a été impactée puisqu'au-delà d'avoir été élu à la Commission Exécutive Confédérale (CEC), j'ai été élu au Bureau Confédéral (BC).

Il nous aura fallu faire preuve de réactivité, nous adapter, nous renforcer et faire évoluer l'organisation du Secrétariat Fédéral (SF).

Mais le Secrétariat Fédéral a su s'adapter et relever les défis qui étaient les siens, entre les sujets d'actualité, les diverses sollicitations, les enjeux sociaux de Branche et de nos champs professionnels.

Le collectif a su prendre son envol avec deux Adjoints, Fabrice et Claude.

Les Camarades, cette période m'a convaincu que le moment était venu de passer la main avec, je dois vous l'avouer, une certaine fierté et beaucoup de confiance pour notre Organisation.

Je tiens à dire au Congrès que mon choix de réintégrer l'entreprise EDF est avant tout un choix personnel mûrement réfléchi qui ne traduit aucune mésentente avec la future équipe.

Mon départ du Bureau Confédéral s'est fait sans désaccords politiques avec notre Secrétaire Générale, Sophie BINET, ni avec les autres Camarades.

À l'heure où notre Fédération célèbre aussi son 25^e anniversaire, il semblerait intéressant de dresser un bilan depuis le premier Congrès de la FNME-CGT en 1999 à Grenoble.

L'affiliation des Syndicats de l'Énergie Atomique à la Fédération Nationale de l'Énergie (FNE) en 1986 répond-elle aujourd'hui aux enjeux de cette filière. Aujourd'hui est-ce que nos Camarades se retrouvent pleinement dans la FNME ?

Le rapprochement en 1999 de la Fédération des Travailleurs du Sous-Sol avec la Fédération de l'Énergie pour constituer la FNME-CGT a-t-il répondu aux attentes des Camarades ?

Nous constatons de façon pragmatique que la Fédération connaît un repli corporatiste. Le taux d'adhésion en baisse sur l'ensemble de nos périmètres en témoigne.

Ne serait-il pas la Genèse du manque d'efficacité et de perte de représentativité dans les entreprises ?

L'élargissement du champ d'intervention de la FNME vers d'autres filières énergétiques n'a jamais été débattu ni même envisagé, pourquoi ?

Toutes ces questions non exhaustives doivent alimenter un travail pour dresser un bilan que la nouvelle Direction Fédérale élue pourrait faire réaliser à son IHSME.

L'organisation d'un colloque avec les Syndicats permettrait d'en débattre et je l'espère de trouver des réponses.

SITUATION DES FILIERES ENERGETIQUES INDUSTRIELLES DU CHAMP FEDERAL

Mes Camarades, je vais maintenant aborder la situation des différentes filières du champ fédéral.

Je commencerai par la **filière nucléaire**.

Dans le monde, l'énergie nucléaire décarbonée propose une réponse aux besoins des populations et au développement économique, dans un contexte géopolitique incertain.

Plusieurs pays européens, dont le Royaume-Uni, la Belgique et l'Italie, relancent leur programme nucléaire. Même l'Allemagne remet en question la sortie du nucléaire.

La croissance des besoins électriques et des centres de données, ainsi que la reconnaissance du nucléaire comme énergie pilotable bas-carbone favorisent cette dynamique.

En France, la production et l'exportation nucléaire sont stratégiques. L'EPR de Flamanville 3 est connecté au réseau et les essais de mise en service s'achèveront en 2025.

Les travaux ont débuté à Penly pour accueillir deux EPR2. Au Royaume-Uni, les montages électromécaniques de l'EPR HINKLEY Point C progressent.

Il est important de rappeler que la CGT dénonce la réévaluation constante des coûts et des délais, qui pèse sur l'endettement d'EDF et freine les investissements.

Là où une propriété et une gestion 100% publique, proposées dans notre Programme Progressiste de l'Énergie, apporteraient de nombreuses solutions !

Pour le suivi des futurs chantiers EPR2, la CGT a structuré un Groupe de Travail Confédéral avec les Organisations de la CGT concernées.

Cette relance de la filière doit s'accompagner de garanties sociales et environnementales de haut niveau.

La maîtrise publique de la filière nucléaire passera impérativement par le financement public sans impacts sur les factures des usagers.

Le secteur des combustibles est également en mutation. La CGT suit de près le redressement des usines ORANO pour assurer leur exploitation en toute sûreté.

Elle suit aussi les travaux en cours dans le cadre du renouvellement des usines du cycle.

ORANO, EDF et le CEA travaillent ensemble sur ce projet stratégique pour la souveraineté énergétique.

La CGT insiste sur l'importance du recyclage des matières nucléaires usées, en vue d'un renforcement de notre indépendance énergétique.

Elle poursuit aussi son travail de déploiement pour mieux s'implanter dans le groupe ORANO.

Les travailleuses et les travailleurs avec la CGT, gagnent des conflits sur la base de cahiers revendicatifs locaux.

La CGT dénonce aussi le désengagement de l'État dans la recherche publique, qui favorise les startups au détriment des structures de recherche solides et durables.

Elle revendique toujours la relance des Réacteurs à Neutrons Rapides (RNR) pour assurer la fermeture du cycle.

Je tiens également à rappeler la bataille des travailleuses et des travailleurs avec la CGT ayant permis le rachat par EDF des usines General Electric (GE) produisant les turbines Arabelle.

Grâce à leur détermination, la perte possible de ce savoir-faire stratégique a été enrayée.

Après l'engagement sans faille des salariés de l'IRSN dans leur lutte contre le projet libéral de fusion de l'ASN/IRSN, la création au 1^{er} janvier 2025 de l'Autorité de la Sûreté Nucléaire et de la Radioprotection (ASNR) transformera le dialogue technique. Désormais une seule entité demeurera.

Je tiens à saluer la lutte des Camarades.

Malgré un travail conséquent, une mobilisation à l'interne et à l'externe, en direction des politiques et parlementaires, la fusion a été entérinée, actée par un décret d'application.

La CGT restera extrêmement vigilante concernant la déclinaison du règlement intérieur de l'ASNR. Il devra impérativement clarifier l'indépendance entre expertise et autorité de contrôle, et faire évoluer la relation entre l'autorité de sûreté et l'exploitant.

Filière Hydraulique

Dans la continuité sur les enjeux majeurs pour la nation et pour le Service Public de l'Énergie, je vous livre un point d'étape sur la filière hydroélectrique.

Depuis de nombreuses années, le dossier de la mise en concurrence occupe l'Élysée et la Commission européenne.

Victimes des deals de l'État français, les aménagements hydrauliques sont pourtant essentiels à bien des égards.

L'enjeu énergétique, mais aussi l'eau, nécessite de se battre pour s'opposer en permanence à la privatisation de ce secteur.

En ce sens, fin 2023, le CEF a réaffirmé quelques principes :

- L'exploitation des aménagements doit être confiée aux 3 opérateurs historiques que sont EDF, la CNR et la SHEM ;
- Le parc de production ne doit être ni morcelé ni filialisé ; les multi-usages de l'eau doivent être reconnus en totalité ;
- Le statut des IEG doit être garanti pour tous les salariés.

Quelles que soient les solutions retenues, la FNME-CGT ne sortira pas de ses lignes.

Les enjeux majeurs autour du lien technique de l'hydraulique avec le nucléaire, avec la gestion de l'eau en cas de crues ou de sécheresses, avec le tourisme et la ressource en eau potable, doivent être réaffirmés.

La Fédération revendique la reconnaissance des aménagements hydroélectriques comme des Services d'Intérêts Économiques Généraux.

La CGT prendra toute sa place pour faire aboutir cette revendication !

Les hydrauliciens se mobiliseront de nouveau pour défendre le bien commun que représentent nos barrages dans le service public de l'énergie.

Comme la filière nucléaire, la filière l'hydraulique est essentielle pour l'industrie et donc pour l'emploi.

Dans la période, comment nos projets répondent, parlent aux agents et aux citoyens ?

Ces enjeux et interrogations seront débattus aux « assises hydro », impulsées par le collectif fédéral du 21 au 23 mai prochain et lors des assises confédérales de l'Eau qui se tiendront aussi au mois de mai.

Filière gazière

J'en viens maintenant à la filière gazière.

La transformation du secteur énergétique est un défi face au changement climatique et aux nécessaires adaptations et évolutions qui doivent en découler.

L'objectif de neutralité carbone en 2050 et la décentralisation de la production contraignent la filière gazière en France et dans l'Union européenne à s'adapter.

Si la CGT est a priori en phase avec la nécessité de transformer les infrastructures actuelles pour permettre d'aller vers un gaz plus renouvelable, elle est en désaccord sur la place réservée à la filière dans la stratégie de transition énergétique française.

Pour rappel, la consommation de gaz en France a diminué en 2023, atteignant 390 TWh mais elle n'est pas compensable ou transférable techniquement vers de la consommation électrique.

Pour autant, le transport de gaz sur le réseau français en 2024 a dépassé les 680 TWh, grâce à des infrastructures gazières développées et entretenues.

Malgré les crises politiques et énergétiques en Europe, la filière gazière représente près de 20% de la consommation énergétique mondiale en 2023.

Pour la CGT, l'indépendance énergétique en France pourrait être possible en remplaçant le gaz naturel par du gaz renouvelable d'ici 2050.

Pour ce faire, l'adaptation des réseaux pour le gaz décarboné nécessiterait un investissement de 6 à 10 Mds d'euros. Ce qui réduirait aussi son indépendance aux importations.

La transition énergétique intégrant une électrification des usages exponentielle pose des défis en termes de coûts et de techniques. La CGT considère que l'interaction entre le réseau gazier et le réseau électrique reste essentielle pour l'équilibre du système.

Le développement des énergies renouvelables nécessite aussi des moyens de production pilotables, tels que des centrales à gaz.

La transformation en hydrogène, bien que nécessitant de la puissance électrique supplémentaire et le stockage souterrain en cavités salines sont des enjeux cruciaux pour assurer la pérennité de la filière gazière.

Une filière gazière décarbonée est essentielle pour préserver les emplois et l'économie face à la désindustrialisation, et ce, malgré le retard pris sur l'innovation, la recherche et le développement.

La FNME-CGT prône une approche globale de la transition énergétique sans opposer les énergies entre elles, mais en les considérant complémentaires.

Les infrastructures gazières se retrouvent au cœur d'un arbitrage financier irresponsable avec des conséquences pour les usagers et leurs factures.

Les réorganisations précipitées chez GRDF témoignent aussi du manque d'anticipation face à ces enjeux.

Les infrastructures énergétiques continuent de générer des profits indécents pour les actionnaires au détriment des objectifs d'intérêt général et de service public.

L'importation de Gaz Naturel Liquéfié avec des procédés d'extraction interdits en France, est actuellement privilégiée au détriment du développement de biogaz.

C'est une véritable aberration à l'heure où toutes les sources d'énergie décarbonée devraient constituer un équilibre global permettant une meilleure transition, favorisant la réponse aux besoins et réduisant l'impact environnemental.

Le gaz est une énergie d'avenir.

Luttons pour faire valoir nos revendications légitimes et proposons des projets structurés, alternatifs, cohérents et crédibles, inscrits pour la nécessaire transition.

Anticipons le travail à mener pour garantir l'avenir industriel et les emplois, les conditions sociales, dans l'intérêt des agents et des usagers du service public.

Filière réseaux électriques

Mes Camarades, je vais maintenant aborder le thème de la filière des réseaux électriques.

Durant la précédente mandature, les agents de la distribution d'électricité ont d'abord vu leurs conditions de travail impactées par la fin du déploiement des compteurs dits « intelligents ».

La perte du lien avec les usagers n'est pas anodine, et impacte de plein fouet la conception CGT du Service Public de l'Énergie.

De plus, la multiplication d'évènements climatiques dits exceptionnels ont régulièrement des impacts sur les équipes dont les effectifs statutaires n'ont de cesse de tendre à la baisse.

Ce qui ne favorise pas le travail des agents dans des conditions satisfaisantes.

Le travail concret et quotidien de la CGT pour que les effectifs soient à la hauteur n'a pas réussi à totalement porter ses fruits.

En effet les Directions tendent toujours vers l'externalisation à outrance, à la mise en prestation, alors que la CGT revendique de l'emploi statutaire.

Par ailleurs, la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie 2018 a entraîné une demande de raccordement croissante pour les productions d'énergie renouvelable.

Ces évolutions ont ainsi entraîné la nécessité de renforcer les réseaux avec un changement de logique d'exploitation du système électrique.

La « commande politique » en matière d'investissements indispensables à la réussite d'une transition énergétique moins carbonée est réelle, mais non priorisée envers ENEDIS notamment.

La CGT revendique de fixer des priorités pour l'intérêt général.

Elle rappelle régulièrement que le Tarif d'Utilisation du Réseau Public d'Électricité (TURPE HTA/BT) doit financer le Service Public et non subventionner massivement des intérêts privés.

À travers le TURPE, la CGT revendique des moyens financiers et des effectifs pour déployer le Service Public partout sur le territoire et maintenir la péréquation tarifaire, élément fondamental de la justice sociale pour les plus précaires notamment.

Lors de l'élaboration du TURPE 7, la Fédération a porté l'exigence que celui-ci axe ses priorités vers des investissements, la maintenance des réseaux, et vers les agents.

La CGT a dénoncé l'utilisation du TURPE qui permet de générer des dividendes qui se sont élevés à plus de 7,3 Milliards d'euros entre 2011 et 2024.

Fort du portage revendicatif via notre Programme Progressiste de l'Énergie, la mandature a aussi été l'occasion de renforcer les relations avec les collectivités locales et les élus, propriétaires des réseaux de distribution, afin de leur rappeler leurs prérogatives en matière d'investissement et de qualité de desserte.

Les Camarades,

Comme j'ai pu le dire, difficile de gagner des avancées sociales sans mobilisations ni grèves.

J'invite donc les syndicats à s'interroger sur la situation des négociations en cours sur la vie chère à ENEDIS.

Ne devons-nous pas agir tous ensemble pour gagner sur cette question ?

Dans le réseau de transport électricité, les Camarades ont eu à travailler dans la dernière mandature, et encore récemment, en lien au nouveau TURPE 7 (HTB) qui fixe le financement de RTE pour la période 2025-2028 qui prévoit 4,8 milliards d'investissement en moyenne par an.

Cette hausse significative des investissements, liée à la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie, s'impose à l'entreprise et conduit RTE à adapter son « modèle industriel ».

Tous les métiers sont concernés et impactés de façon directe ou indirecte, ce qui met en tension les organisations du travail et tout le personnel.

Du point de vue de la CGT, le projet d'entreprise tend à augmenter la productivité interne et le recours massif à la sous-traitance. La CGT revendique bien entendu l'emploi statutaire.

Au niveau national, la mise en service de 3 centres de conduite en remplacement des 8 dispatchings a fortement impacté les agents de l'établissement Exploitation.

Cela se traduit par une fragilisation de la sûreté du système par des coupures accidentelles subies par les usagers. Côté Maintenance, la direction ne met pas de ressources supplémentaires pour accompagner la croissance du réseau.

Au global, l'effectif de RTE est en augmentation. La barre des 10.000 agents statutaires devrait être franchie en 2025, avec plus de 1200 embauches au Statut des IEG entre 2023 et 2025. Pour la CGT, cela reste insuffisant pour absorber la surcharge de travail.

RTE entend donc assumer une politique d'externalisation, notamment au sein de l'établissement Développement et Ingénierie.

Les Camarades,

Cette politique va engendrer une perte de savoir-faire en interne sur le long terme, à l'heure où la valorisation des métiers techniques devrait être concrète et internalisée.

La CGT constate déjà un recul de la maîtrise technique et opérationnelle dans l'entreprise.

Devant ces évolutions structurantes pour le réseau de transport et pour tout le système électrique, la CGT défendra l'avenir du service public de l'électricité, les droits des agents et l'intérêt des usagers.

Filière Mines

Mes Camarades, je vais maintenant en venir à l'activité du Secteur Mines dont les priorités revendicatives se sont concentrées dans la mandature sur les questions de pouvoir d'achat et de santé.

Les Mineurs, dont la moyenne d'âge est élevée (plus de 80 ans), ont des besoins particuliers qui appellent des réponses spécifiques.

La corporation minière s'est battue pour construire et préserver son régime spécial et pionnier de Sécurité sociale.

En 2025, la CGT s'honore d'avoir préservé la Caisse Autonome Nationale de Sécurité sociale Minière (CANSSM), grâce aux mobilisations.

Cette Caisse prend en charge à 100% les prestations maladie, exonérées des franchises et forfaits, sauf hospitalières.

Cette particularité permet d'organiser et de financer des centres de santé, des établissements, une médecine salariée, des services à domicile, avec une prise en charge des soins coordonnés.

Cette Caisse est devenue un véritable Service Public de Sécurité sociale, ouverte à toute la population.

Par ailleurs, les mandatés gèrent la Commission de Recours Amiable (CRA). Ils défendent notamment la reconnaissance des maladies professionnelles et le dispositif de suivi post-professionnel particulier.

Je veux ici souligner l'énorme travail des Camarades du Secteur Mines Fédéral, avec le soutien du Docteur CARRE, au sein de la Commission Accidents du Travail/Maladie Professionnelles (AT/MP).

Le travail mené au sein de notre Fédération a permis la reconnaissance et la victoire sur de nombreux dossiers portés par nos Syndicats de Mineurs.

Forts de ces victoires, les Camarades ont réalisé de nombreuses adhésions ou ré-adhésions parmi les retraités.

Toujours menacée de dissolution, la Caisse minière est en danger.

La bataille du moment est donc d'obtenir une nouvelle contractualisation avec l'État.

Un travail permanent en lien avec la Confédération vise à organiser les convergences avec la Caisse Maladie du Régime Général.

Il s'agit de gagner la pérennité et garantir le devenir de cette offre de Santé au service de tous.

Le syndicat CGT des Personnels de la Caisse Autonome Nationale de Sécurité sociale dans les Mines (CANSSM) s'adresse à plus de 4 000 salariés.

Avec leurs collègues des associations gérées par la Caisse minière, la CGT doit donc se déployer auprès de 8 000 salariés.

D'ailleurs, la Fédération s'est engagée à les épauler pour le déploiement, la syndicalisation et les coopérations envisagées avec nos camarades des Fédérations CGT Santé et Organismes Sociaux.

Mes Camarades,

Le Secteur Mines Fédéral agit également pour préserver les conquies liés au Statut des Mineurs, menacé à court terme.

Les droits au logement et chauffage, gérés par une agence d'État dont la création a été imposée par les luttes, sont un enjeu majeur.

Concernant le Statut du Mineur, il est important de rappeler qu'il reste toujours en vigueur, au moment où les ressources minières nationales retrouvent un intérêt nouveau.

Alors que la CGT le demande depuis des années, il y a quelques jours, le gouvernement s'est enfin déplacé au siège du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) à Orléans.

Il a été validé un nouvel inventaire national des ressources minières, après plus d'un quart de siècle d'abandon.

On peut déplorer que cet inventaire ne concerne pour l'instant qu'une partie du territoire, et surtout qu'il ait fallu négocier avec l'État la responsabilité de celui-ci.

La CGT revendique les conditions d'une exploitation minière durable, prenant en compte les aspects sociaux, sociétaux et environnementaux.

Sociaux d'abord parce que l'exploitation minière est encore réalisée sous certaines latitudes dans des conditions sociales s'apparentant à l'esclavage.

Mais aussi parce que le Statut du Mineur en France devra s'appliquer également à la mine du futur, comme pour l'exploitation du lithium des eaux géothermales de la vallée du Rhin par exemple.

Sociétaux et environnementaux parce que l'acceptation par les populations imposera à l'exploitant une démarche responsable et irréprochable.

Il s'agira de prendre en compte la valorisation de l'ensemble des produits.

La puissance publique devra veiller et éviter toute surexploitation visant le profit immédiat au détriment de l'exploitation durable de la ressource.

La préservation de l'Environnement devra être une priorité également.

Les Camarades,

La reprise d'activité minière représente donc un enjeu majeur pour lequel notre Fédération Nationale des Mines et de l'Énergie se prépare à accompagner les futurs mineurs.

Enfin, les mineurs sont aussi mobilisés sur la question du pouvoir d'achat.

Et si la retraite de base des mines est solidaire et égalitaire, elle est bien trop faible pour vivre dignement.

Grâce à la CGT, les veuves des mineurs bénéficient heureusement du droit au logement et de l'accès au réseau de santé minier.

Avec le secteur Mines de la Fédération, les mineurs ont encore de nombreuses batailles à mener pour le respect de leurs droits.

Mes Camarades en ce 10 mars, nous célébrons la date anniversaire de la commémoration de la catastrophe minière de Courrières de 1906.

Ce jour-là, 1099 Mineurs sont morts !

Il s'agit de la catastrophe minière la plus dramatique jamais connue en Europe.

La mémoire de la corporation minière qui a tant donné à la nation doit être entretenue.

SITUATION DE LA POLITIQUE GENERALE INTERNATIONALE – TRUMP ET L'EXTREME DROITE

Mes Camarades,

Il me semble maintenant important de faire un focus sur la situation de politique générale internationale.

Le monde est traversé par un capitalisme sans limite, de plus en plus dangereux pour les peuples.

Entre guerres et conflits, ultralibéralisme et nationalisme, montée des idées d'extrême droite et prise de pouvoir de l'extrême droite, les citoyens souffrent. Ils se réfugient vers des idées politiques extrêmes, où le populisme est de plus en plus exacerbé.

En France, MACRON impose sa politique libérale depuis son arrivée au pouvoir en 2017.

Ses stratégies à l'emporte-pièce n'ont de cesse de créer de la pauvreté, de la précarité, de supprimer des emplois dans les services, les commerces et l'industrie.

Et pour quel résultat ?

Enrichissement des actionnaires des entreprises par les reversements de dividendes à outrance ; montée des idées d'extrême droite et progression du Rassemblement National dans l'hémicycle.

La réélection de TRUMP doit aussi nous inquiéter au plus haut point.

Cet évènement se produit alors que de nombreux pays ont déjà basculé à l'extrême droite : l'Argentine, l'Italie, la Hongrie, l'Autriche, l'Inde, la Russie et Israël.

L'enjeu est majeur aujourd'hui contrairement à son premier mandat.

Ses décisions entraînent des conséquences très lourdes sur le plan national et international.

Les Camarades,

Que penser par exemple de la nomination d'Elon MUSK comme ministre chargé de l'efficacité gouvernementale, les fonctionnaires ont de quoi être très inquiets...

C'est un symbole clair d'une alliance d'oligarques grands milliardaires qui s'emparent du pouvoir politique pour composer une Internationale d'extrême droite.

L'administration de TRUMP opère une dérégulation outrancière en matière sociale, environnementale, monétaire, fiscale et commerciale. Il s'agit d'un véritable choc avec lequel il nous faut composer au niveau mondial désormais.

Et que dire de l'approche sur les guerres, que ce soit en Israël ou en Ukraine ? Trump en pseudo-maître du monde est prêt à toutes les alliances et surtout à toutes les bassesses pour occuper le devant de la scène.

Le spectacle médiatisé de sa rencontre avec le président ZELINSKY en est significatif.

Que dire aussi des discours d'économie de guerre exacerbés dans les médias ? Pendant que les puissants s'allient et s'engraissent, les peuples souffrent, le monde du travail se serre la ceinture et la fachosphère progresse...

À ce sujet, permettez-moi de faire un parallèle avec les élections municipales en 2026, car toute la CGT doit être vigilante.

Elles pourraient entraîner une nouvelle progression du Rassemblement National qui vise à s'implanter encore plus dans nos territoires, nos villes et nos campagnes juste en amont des élections présidentielles et législatives de 2027.

Cette montée possible du RN dans notre pays pourrait aussi conduire, comme aux États-Unis, à des alliances entre des oligarques milliardaires à l'image d'un BOLLORE, qui convoitent le pouvoir politique ou tout du moins l'influence qui en découle. L'alliance, à peine masquée, Bardella/Hanouna ne fait que confirmer cette intention.

Mes Camarades,

Le progrès social ne se gagnera pas sans rejeter en bloc les politiques ultra-libérales imposées par Macron depuis 2017 !

Le patronat à sa botte, le va-t-en-guerre MACRON organise une politique anti-sociale quel que soit le gouvernement à ses côtés.

Ce rouleau compresseur qui fait mal au monde du travail fait le lit de l'extrême droite.

La bataille que mène la CGT pour s'opposer aux idées et à la montée de l'extrême droite devient de plus en plus difficile, c'est un combat de tous les jours.

Voilà pourquoi ce sujet doit être débattu dans toute la CGT.

La formation « combattre les idées d'extrême droite » doit être proposée aux militants des directions des Organisations de la CGT.

Jeudi matin, notre Secrétaire Générale Sophie BINET abordera, ces questions de syndicalisme et politique.

Les Camarades, n'ayons peur de rien !

L'ennemi n'est pas dans cette salle.

L'ennemi, il s'appelle l'extrême droite !

Il est aux portes du pouvoir et nous devons le combattre de toutes nos forces !

GLOBAL – INTERNATIONAL EUROPE

Mes Camarades,

Je reviens à la situation mondiale.

Marquée par des tensions géopolitiques croissantes, des crises économiques et sociales profondes.

La pression s'amplifie sans cesse sur les ressources énergétiques.

Partout, les travailleuses et travailleurs sont confrontés à des politiques néolibérales qui visent à affaiblir leurs droits et à pérenniser un système basé sur l'exploitation, la saisie des richesses et la mise à mal des Services Publics.

Dans sa soif de domination financière, le capitalisme perdure par des confrontations commerciales et des stratégies guerrières, soutenues par la montée des extrêmes droites, du fascisme, du racisme et de la xénophobie.

Dans ce contexte, la question énergétique joue un rôle central, tant dans les conflits que dans les dynamiques de domination économique.

Les tensions internationales sont exacerbées par les rivalités entre grandes puissances et les guerres qui déstabilisent des régions entières :

En Afrique, les coups d'État militaires se multiplient, notamment au Sahel, où des populations expriment un rejet croissant du néocolonialisme et des ingérences étrangères.

Et, les multinationales continuent d'exploiter les ressources du continent sans contrepartie pour les peuples.

Au Moyen-Orient, le conflit israélo-palestinien demeure une plaie béante. Gaza subit une destruction massive, tandis que la population palestinienne fait face à une tentative de dépossession en violation flagrante du droit international.

Tout cela avec le soutien et la complicité des puissances occidentales envers Israël.

Après quinze mois d'une guerre dévastatrice, l'accord de cessez-le-feu demeure fragile, tout comme les négociations sur la libération des otages des deux camps.

Quel avenir attend désormais le processus de paix ?

Les prochaines discussions seront décisives pour déterminer s'il subsiste encore un espoir de justice et de stabilité dans la région.

En Europe, la guerre en Ukraine ne cesse de fragiliser la stabilité du continent et de révéler les jeux de pouvoir entre les États-Unis, la Russie et la Chine.

Elle sert de terrain d'affrontements pour des intérêts stratégiques et économiques.

Comme expliqué précédemment, la recherche d'une paix made in USA, en Ukraine, n'est-elle pas un marché de dupe sur le dos du peuple Ukrainien au nom des confrontations entre les USA et la Chine ?

Les décisions prises par le dernier sommet des chefs d'états européens interpellent.

Il ne peut y avoir de surenchères guerrières sur le dos des peuples qui n'ont pas leur mot à dire ! La guerre ne sera jamais une solution.

Les Camarades, notre CGT internationaliste milite pour la justice sociale, la paix dans le monde et le **désarmement**.

En Asie, la montée en puissance de la Chine redessine les équilibres mondiaux, entraînant des tensions avec les États-Unis et leurs alliés.

En Amérique latine, la lutte pour l'indépendance économique et politique face aux ingérences étrangères se poursuit, avec une forte mobilisation et des mouvements sociaux contre les privatisations ou encore la destruction des ressources naturelles.

Cuba se retrouve de nouveau sur la liste noire des pays soutenant le terrorisme et toujours sous le coup de l'interdiction à tous pays de développer des coopérations avec elle.

Cette situation perdure alors même que l'Assemblée Générale de l'ONU a condamné pour la 32^e fois consécutive le blocus infligé à Cuba depuis le 3 février 1962.

Notre Fédération est fière d'être organisée pour faire vivre la solidarité avec le peuple Cubain et sa Révolution.

Au travers des jumelages, des délégations de solidarité, du tourisme social ou encore par l'envoi de matériel, la Fédération avec ses Syndicats a resserré ses liens avec le Syndicat National des travailleurs de l'Énergie et des Mines de la Confédération des Travailleurs Cubains.

D'ailleurs, j'informe le Congrès qu'une délégation de 10 camarades composée de Secrétaires Généraux de Syndicats participeront cette année au défilé du 1^{er} mai. Ce déplacement sera riche en émotion et en solidarité.

Ce sera aussi l'occasion de mesurer si l'aide solidaire de 30 000 euros issus du don de la Fédération et des Syndicats a permis de faire avancer les projets des Camarades Cubains.

Je souhaite sincèrement que la Direction Fédérale qui sera élue au 8^e Congrès poursuive la démarche de solidarité envers Cuba, en engageant les Syndicats à contribuer avec leurs moyens, pour donner de l'espoir à tout un peuple en lutte permanente contre l'impérialisme américain.

Mes Camarades,

Partout dans le monde, les syndicalistes font face à la répression, aux licenciements massifs, à l'intensification du travail et à la déréglementation des droits sociaux.

La montée des extrêmes droites et des gouvernements autoritaires constitue une menace supplémentaire pour les libertés syndicales et les conquises sociales.

Sans compter que tous les mouvements de protestation sont aussi confrontés à des situations politiques et militaires dans les pays, où des guerres produisent désolation, victimes et déportations.

Ce sont aussi des gouvernements autoritaires et répressifs qui mettent à mal la démocratie, les droits de l'homme et la justice.

Cependant, face à cette offensive du capitalisme, des alternatives se construisent.

Les luttes et les mobilisations massives des travailleuses et des travailleurs ouvrent des perspectives sociales, sociétales visant dans le même temps la reconnaissance de l'autre dans sa différence, pour une transformation en profondeur du système économique et politique.

La table ronde programmée mercredi matin sera l'occasion d'entendre comment nos Camarades syndicalistes internationaux luttent face à toutes sortes de répression de l'action syndicale dans leur pays.

Mes Camarades, la solidarité et les coopérations sont la clef.

Elles permettent de tenir face aux oppressions, de bâtir des alliances internationales fortes et d'opposition.

La paix est indissociable de la justice sociale et de la lutte contre le capitalisme.

La guerre et l'exploitation sont les deux faces d'une même pièce, pour capter des richesses par une minorité et la destruction des droits des peuples.

Avec nos homologues syndicalistes venus de nombreux pays, par notre union internationale, organisons dans notre 8^e Congrès notre rapport de force et toute **notre solidarité**.

Mes Camarades,

Tout ce contexte que je viens de développer interroge sur les politiques et les stratégies européennes qui sont décidées par le Parlement et les commissions.

Arrêtons d'être des spectateurs de ce qui se débat et se décide, sans tenir compte de l'avis des travailleuses, des travailleurs et des agents du Service Public.

Cela renvoie à l'activité que l'on mène dans nos Fédérations Européennes d'affiliation avec les Camarades des autres Fédérations CGT, mais aussi avec nos homologues syndicalistes d'autres pays européens (l'Espagne, la Belgique, l'Italie, le Portugal, le Luxembourg).

L'industrie face à la Chine et les États-Unis, l'énergie avec la transition énergétique, l'eau avec la transition écologique, ces 3 filières sont des préoccupations pour notre champ fédéral, mais aussi pour nos homologues européens.

Agissons respectivement dans nos pays et agissons ensemble pour gagner et faire face à la montée des idées populistes avec l'arrivée des extrêmes aux portes du pouvoir.

Prenons conscience de l'intérêt pour les travailleuses, les travailleurs et les agents du Service Public d'œuvrer ensemble sur des enjeux de société communs.

La table ronde programmée mercredi après-midi organisera le débat sur ces aspects.

POLITIQUE ENERGETIQUE, INDUSTRIELLE ET ENVIRONNEMENTALE

Les Camarades,

Après avoir balayé la situation internationale, je vais aborder la Politique énergétique, industrielle et environnementale.

La mandature qui vient de passer aura été marquée par une crise énergétique sans précédent, traduisant de facto l'inefficacité du marché européen de l'électricité et du gaz.

Les libéraux préfèrent rendre la guerre en Ukraine seule responsable de cette crise. Pourtant, les 20 années de dérégulation du secteur ont eu raison du Service Public et de l'intérêt général.

L'envolée des prix de l'énergie, consécutive à l'ouverture des marchés, a plongé des familles dans la pauvreté, contraint certaines usines à réduire leur production, voire à fermer et donc à générer des plans de licenciements. Mais les prix de l'énergie ont bon dos, j'y reviendrai !

En réalité, c'est le manque de courage, de stratégie, de planification et d'anticipation par un État stratège qui conduit le pays à la désindustrialisation.

Notre Programme Progressiste de l'Énergie (PPE) a pris tout son sens dans la dernière mandature.

Nous avons réaffirmé notre volonté de changement de politique énergétique en complétant notre projet par un travail de prospection autour des justes prix de l'énergie pour les usagers, mais aussi pour les industriels.

Avec ce juste prix, nous démontrons que le financement des nationalisations et l'avenir énergétique sont possibles ! Nous devons continuer de l'affirmer dans nos débats publics, mais aussi en interne.

Non, les difficultés rencontrées dans l'industrie ne sont pas essentiellement dues aux seules augmentations des prix de l'énergie.

Mes Camarades,

Je le disais plus tôt, le manque d'anticipation et de planification pour des filières industrielles contraintes de se décarboner, est en partie la source des problèmes pour des centaines de milliers de travailleuses et de travailleurs impactés par plus de 300 plans de licenciements dans l'Hexagone.

En revanche, ce que ne disent pas les entreprises, ce sont leurs difficultés à rembourser le « quoi qu'il en coûte » cher à MACRON lors de la période Covid.

Elles n'arrivent pas à conjuguer l'augmentation des prix de l'énergie, le « quoi qu'il en coûte » et le respect des normes environnementales.

Malheureusement la finalité tout le monde la connaît, la variable d'ajustement ce sont les travailleuses et les travailleurs.

Ils en payent les frais jusqu'à être accusés d'être des pollueurs dans certaines filières industrielles comme l'acier, le caoutchouc, le verre ou encore l'automobile.

Face à cette situation, la CGT et ses Fédérations de l'Industrie doivent être force de proposition en travaillant à leur propre planification industrielle pour chaque filière, en tenant compte de la nécessaire décarbonation.

Il s'agira de s'appuyer sur les 22 propositions de la CGT issues de ses États Généraux de l'Industrie et de l'Environnement qui se sont tenues le 28 mai 2024.

La CGT lance maintenant le déploiement de ces États Généraux dans les régions et territoires, en lien avec les Comités Régionaux, Fédérations, les Unions Locales et les Syndicats.

Notre présence est fortement souhaitée pour débattre et faire le lien avec nos filières énergétiques.

Les Camarades, le progrès social ne se gagnera pas sans traiter les enjeux sociaux, industriels et **environnementaux**.

Les Camarades,

Pour en revenir à notre Programme Progressiste de l'Énergie, il est important de maintenir le cap de l'information.

Nos journaux « 100% Public » et « 100% Énergéticiens » sont appréciés. Nous devons poursuivre ce type de communication tout en innovant pour susciter encore plus l'intérêt à se l'approprier.

En revanche, je me permets une petite critique vis-à-vis de nos élus dans les CSE et comme je sais qu'il y en a dans la salle, mon message sera entendu. Je le fais avec beaucoup de respect, car je sais aussi que vos mandats sont loin d'être un long fleuve tranquille.

Les Camarades, notre PPE est un outil qui doit être porté et décliné dans les réunions avec les employeurs !

Face aux stratégies des directions, notre orientation syndicale, notre projet doivent être la seule réponse.

Notre PPE doit être le fil rouge de nos déclarations, quels que soient les sujets mis à l'ordre du jour **des CSE**.

Ces instances doivent être encore plus utiles à la lutte pour faire aboutir les revendications des travailleuses et des travailleurs.

Arrêtons de subir les stratégies des employeurs !

Mes Camarades, les CSE sont un lieu de confrontation **de classe**.

Mes Camarades,

Il est important de poursuivre la mise à jour de notre PPE avec les décisions déjà prises en Conseil Général.

Je pense au Service Commun et à d'autres questions qui restent encore à débattre et pourraient justifier d'actualiser notre PPE.

Par exemple, notre volonté de retour à des EPIC, véritables monopoles 100% public nationalisés. Voulons-nous le même modèle qu'en 1946 ? Quelles évolutions dans la gestion et la prise de décision ?

Si nous devons réfléchir en global et national, nous devons aussi réfléchir région et territoire.

Le rôle et la place des collectivités locales sont devenus importants dans l'évolution du secteur énergétique, quelle place dans notre PPE ?

Comment définissons-nous les comités d'utilisateurs ?

Pourquoi la filière hydraulique n'est-elle pas plus présente ?

Comment intégrer la nécessaire décarbonation de nos industries électriques et gazières pour projeter leur reconversion et leur transformation ?

Comment les Syndicats avec la Fédération anticipent ces changements à venir dans un délai de court et moyen terme ?

Enfin, quelle place notre PPE donne-t-il aux projets portés par les travailleuses et les travailleurs ?

À l'image de celui de nos collègues et Camarades de Gardanne avec le projet Biométhane Provence (BMP) ?

Vous l'aurez compris, notre PPE a déjà évolué et évoluera encore.

Nous avons la responsabilité collective de le questionner en permanence, de le nourrir au plus proche de nos réalités actuelles et des besoins d'avenir.

STATUT DE L'ENERGETICIEN

Mes Camarades,

Je vais maintenant vous parler du Statut de l'Énergéticien.

Marcel PAUL, ministre communiste en charge de l'industrie était un visionnaire.

À l'époque en 1946, il était important de ne pas perdre de temps pour reconstruire la France ravagée par les bombes de la Seconde Guerre mondiale.

Sa vision parfois utopiste l'a porté, avant tout, vers la réponse aux besoins pour l'intérêt général.

EDF-GDF et le Statut des Personnels des Industries Électriques et Gazières en sont issus.

Sa vision l'a aussi conduit à ne pas laisser s'organiser le corporatisme dans le monde ouvrier de l'industrie afin d'éviter de trop grandes différences dans les garanties sociales notamment.

Aujourd'hui, au 21^e siècle, comment notre syndicalisme de transformation sociale peut-il avoir une vision utopiste ?

Dans le secteur de l'énergie, les garanties collectives sont totalement différentes.

Ne doit-on pas pousser nos réflexions avec d'autres Fédérations de la CGT vers une vision plus solidaire, mais aussi plus utopiste ?

Dans une société capitaliste où la pensée est tronquée, il serait urgent d'envisager l'avenir autrement et de se projeter vers des futurs alternatifs ambitieux.

C'est tout le sens que devrait prendre notre orientation pour gagner un Statut de l'Énergéticien.

Les Camarades,

Nous savons que le travail à réaliser au sein de la CGT ne dépend pas seulement de notre Fédération.

Agissons au sein de notre Confédération pour que ce chantier soit débattu, réfléchi et organisé avec toutes les Fédérations CGT qui rayonnent aujourd'hui sur le secteur énergétique.

Le statut de l'énergéticien ne peut pas seulement être un concept.

Dans la même veine que Marcel Paul qui, en partant d'une feuille blanche, a bâti le Statut des personnels des IEG en 1946, comment notre 8^e Congrès ambitionne-t-il de construire un Statut de l'Énergéticien ?

Che Guevara a dit : « Soyons réalistes, exigeons **l'impossible** ».

Mes Camarades, je vous le dis avec force et conviction, nous devons aller au-delà de la seule défense des droits collectifs et Statuts actuels.

Être utopiste, c'est avoir un idéal, une pensée politique ou sociale, et c'est construire une société rigoureuse, mais aussi parfaite.

Et si le meilleur remède pour battre le capitalisme, c'est l'utopie, **soyons des utopistes !**

VIE SYNDICALE

Mes camarades,

J'en terminerai avec notre qualité de Vie Syndicale.

Dans mon rapport d'ouverture du 7^e Congrès, j'insistais fortement sur le renforcement et la formation syndicale.

Difficile de ne pas y revenir lors de ce 8^e Congrès !

A ce titre, vous allez devoir prendre des orientations qui permettent aux Syndicats de s'engager réellement et d'avancer concrètement de concert sur ces 2 sujets.

D'abord, s'attacher à organiser la formation syndicale d'accueil pour les nouveaux syndiqués et les plus anciens, c'est œuvrer pour le renouvellement des militants dans les responsabilités syndicales.

Nous avons besoin de mieux conscientiser les Camarades, élus et mandatés. Cette question se pose aussi pour les membres des Commissions Exécutives de Syndicats.

La formation syndicale doit aider.

Les formations d'accueil, niveau 1 et niveau 2, ces prérequis pour être des militants engagés dans la CGT, doivent redevenir une priorité dans notre activité de vie syndicale pour faire prendre de la hauteur à nos Camarades, mais surtout que chacun connaisse et intègre nos fondamentaux.

Les Camarades,

En ce qui concerne maintenant le renforcement, quelques chiffres parlants.

En 2024, la Fédération représente un rapport de force de 38 752 syndiqués au 28 janvier 2025.

En 2023, notre rapport de force était de 41 402 syndiqués.

En 2024, chez les actifs, à date, la Fédération accuse un retard de 1 025 FNI comparé à 2023.

En 2024, chez les retraités, à date, la Fédération accuse un retard de 1 625 FNI comparé à 2023.

Au total, la Fédération accuse un retard de 2 650 FNI en 2024 comparé à 2023.

J'invite les syndicats qui ne l'ont pas encore fait de mettre à jour rapidement leur situation pour l'année 2024.

Mes Camarades, notre rapport de force dans les entreprises est bien trop faible dans les secteurs des mines et de l'énergie qui représente plus de 170 000 travailleuses et travailleurs à date.

Vous conviendrez sans doute avec moi que la Fédération a besoin de changer de braquet et de concrétiser sans attendre le lancement d'une grande campagne de renforcement.

Cette campagne aiderait nos Syndicats à être plus lisibles, à mieux s'implanter, à mieux s'organiser et à mieux se structurer pour gagner en efficacité et en représentativité.

Mes Camarades,

J'invite aussi le 8^e Congrès à s'interroger sur les capacités à bousculer les militants des Syndicats - donc toute la Fédération - pour reconquérir un salariat qui s'est tourné vers un syndicalisme catégoriel au détriment de notre syndicalisme de transformation pour gagner le progrès social et environnemental.

Cette reconquête doit s'organiser dès la sortie de notre 8^e Congrès pour nous donner l'ambition de gagner les prochaines élections dans nos champs professionnels.

À commencer par les élections des CMCAS en novembre 2025 dans les IEG.

Cette reconquête, nous devons aussi l'organiser parmi les retraités, car notre organisation spécifique connaît de réelles difficultés.

Attention, mon message ne cible pas les militants de notre UFR, et encore moins les Camarades des sections de retraités.

Mon message s'adresse aux Syndicats qui ont une responsabilité à organiser et structurer l'activité syndicale pour et avec les retraités.

Notre faiblesse, c'est notre incapacité à mener une activité régulière de proximité avec nos syndiqués et les salariés de nos champs professionnels.

Ce qui fut notre force pendant des décennies ne l'est plus depuis une vingtaine d'années.

Et pourtant, nous sommes une organisation syndicale qui doit être plus efficace sur les enjeux d'organisation du travail, du sens au travail, mais aussi sur le carreau cassé.

Les Camarades,

Les chiffres de nos forces organisées parlent d'eux-mêmes. Il y a 25 ans, la FNME-CGT comptait presque 90 000 syndiqués. Soit une perte de plus de la moitié !

Malheureusement, le taux d'adhésion annuel est bien trop faible pour s'équilibrer avec les départs.

L'année 2023 apporte une note positive et démontre aussi notre capacité à relever le défi de la syndicalisation parmi les actifs avec une progression de 873 FNI pour la première fois en 25 ans.

Cela n'est pas le cas parmi les retraités avec une perte de 568 FNI.

Nous avons donc besoin de trouver un équilibre. Inévitablement, cela passera par une qualité de vie syndicale plus soutenue, organisée, sereine, méthodique et lisible tant vers les actifs que vers les retraités.

Mes Camarades, le syndicalisme en direction et avec les retraités doit être l'affaire **de tous les Syndicats**.

Aussi, notre rapport de force doit impérativement progresser en direction et avec les ingénieurs, les cadres, les hautes maîtrises et maîtrises avec encadrement.

C'est un enjeu majeur pour l'avenir au regard de l'évolution du salariat.

Pour faire progresser les Syndicats de la Fédération aux prochaines élections professionnelles, nous devons convaincre ces salariés.

Pour y arriver, nous devons être beaucoup plus ambitieux et mieux organisés pour mener les activités spécifiques en direction et avec ces salariés.

Peu importe la structure, notre Fédération et ses Syndicats doivent se doter d'un outil qui rendra notre activité plus efficace qu'elle ne l'est **aujourd'hui**.

Les Camarades,

Cela doit passer par une prise de conscience collective et vers une évolution de notre fonctionnement du local au national.

Les Conseils Généraux des 21 janvier et des 19 & 20 février 2025 ont permis pour la première fois, lors de ma responsabilité au sein de la Fédération, d'avoir un débat ouvert, serein, respectueux et utile à toute notre organisation sur cette question.

Je le dis et je nous en félicite d'autant plus que je sais pertinemment que des Camarades pensent l'inverse de ce que je viens de préciser.

Mais ça n'est pas un problème ! Le tout étant de se respecter et d'appliquer nos décisions collectives même dans le désaccord.

Avec du recul, je défie quiconque dans ce congrès de trouver une Fédération de la CGT qui s'est dotée d'un plan de travail aussi important que celui fixé dans notre feuille de route, validé par plus de 70% des Syndicats en Conseil Général.

Nous avons décidé de nous doter d'un plan ambitieux, concret et responsable pour partir à la reconquête d'un électorat qui s'est réfugié vers un syndicalisme catégoriel.

Nous pouvons nous féliciter et il s'agit maintenant de le mettre en œuvre.

Notre feuille de route fixe aussi un bilan de l'efficacité de nos décisions à mi-mandat.

Ce moment sera donc l'occasion de tirer les conséquences de nos choix et notre 8^e congrès doit maintenant laisser le temps de la mise en œuvre jusqu'à cette échéance.

Mes Camarades, notre Fédération doit se rassembler sur ces enjeux d'efficacité dans l'activité en direction et avec les ICTAM.

Arrêtons de nous chamailler entre militants sur des questions de structure et de périmètre de syndicalisation. Je vous l'ai dit, notre ennemi n'est pas dans cette salle.

Pendant ce temps-là, plus personne ne mène une activité spécifique, ce qui forcément laisse la place au syndicalisme catégoriel !

Mes Camarades,

Je compte sur la responsabilité des Délégués des Syndicats au Congrès pour décider de la structuration de l'activité spécifique en direction et avec les ICTAM au sein de la FNME-CGT pour la mandature 2025-2028.

Je veux m'adresser de manière solennelle à vous, Délégués au 8^e Congrès.

Mes Camarades,

Votre vote sera respecté !

Il engagera tous les Syndicats et la Fédération.

Le futur CEF élu au 8^e congrès organisera, coordonnera et impulsera une activité nationale en lien avec tous les Syndicats de la Fédération sans exception aucune.

Mes Camarades,

Je le dis avec force et conviction, personne ici ne se mettra en travers votre vote et votre décision.

Notre démocratie sera respectée.

Nous sortirons de ce Congrès pour agir ensemble pour gagner.

Vive le 8^e congrès de la FNME-CGT !

Vive la lutte et vive CGT !